



Rentrée du SEDIF : l'usine de Choisy-le-Roi en perpétuelle évolution

04 ACTUALITÉS

JOURNÉES DU
PATRIMOINE :
LE PUBLIC AU
RENDEZ-VOUS

14 ENVIRONNEMENT

LE SEDIF CONCLUT
UN PARTENARIAT
AVEC LE BRGM

15 ENVIRONNEMENT

DÉBAT PUBLIC SUR
L'EAU POTABLE :
LE POINT DE VUE
DE L'INSERM

1923

100 ANS

2023

D'INNOVATIONS POUR L'EAU DU ROBINET



SYNDICAT
DES EAUX
D'ÎLE DE
FRANCE

SEDIF

SERVICE PUBLIC DE L'EAU

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

3

ACTUALITÉS

Journées du Patrimoine 2023 : le public une nouvelle fois au rendez-vous !

4

Le SEDIF célèbre son Centenaire avec les Acteurs du Grand Paris

5

INSEE-SEDIF : une étude commune pour mieux connaître nos usagers

6

Dernière chance de voir débarquer les Petits Éco-Kawai dans les cantines des écoles élémentaires

7

Un beau succès pour le stand Mon eau & Moi cet été au Garden Parvis

8

JURIDIQUE

Commande publique : le SEDIF se dote d'un SPASER

9

DOSSIER

Visite de rentrée du SEDIF : l'usine de Choisy en perpétuelle évolution

10-13

ENVIRONNEMENT

Prospective sur la ressource en eau : le SEDIF engage un partenariat avec le BRGM

14

Projet « Vers une eau pure » : l'Inserm conforte l'objectif sanitaire du SEDIF

15

Métabolites de pesticides et santé humaine : « Le principe de précaution s'applique »

16-17

Terre & Eau 2025 : bilan à mi-parcours et perspectives

18

INTERNATIONAL

Solidarité Eau : l'action du SEDIF à Madagascar

19

EN BREF

Inauguration : la station de transfert rénovée de Joinville-le-Pont se dévoile

Elle sera inaugurée le mercredi 18 octobre en présence du Président André Santini et du maire de la commune, Olivier Dosne.

> Informations : communication@sedif.com



© Ateliers Monique Labbé

Instances : prochains Comités syndicaux

Le Comité, composé des 133 délégués des communes membres, est l'assemblée délibérante plénière. Il règle par ses délibérations les affaires majeures du SEDIF, délibère sur le contrat de délégation de service public et ses avenants, décide des grandes orientations du service public de l'eau et des investissements à réaliser, vote le budget, les comptes et le prix de l'eau.

Les prochains Comités : **jeudi 16 novembre 2023 et jeudi 21 décembre 2023** à l'usine de Choisy-le-Roi. Les séances seront retransmises en direct sur notre chaîne YouTube.

Réseaux sociaux : le SEDIF débarque sur Instagram

Cet été, le SEDIF a lancé son compte Instagram à l'occasion de la grande campagne de communication sur le Centenaire du Syndicat.

Suivez notre actu en posts et en stories en flashant le code QR!



Directeur de publication : Pierre-Édouard Éon
 Directeur de la rédaction : Guillaume de Stordeur
 Contact : communication@sedif.com
 Crédit photos : Nicolas Fagot / SEDIF sauf mention contraire
 Création-réalisation : Comme un Arbre!
 Impression : Groupe Chaumeil
 Dépôt légal : septembre 2023 / ISSN 2266-159X



Une rentrée active pour notre Service public de l'eau !



André SANTINI

Président du Syndicat des Eaux d'Île-de-France
Ancien Ministre, Maire d'Issy-les-Moulineaux
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

Chers amis,

Le Syndicat des Eaux d'Île-de-France a connu un mois de septembre très riche ! Notre objectif : poursuivre avec efficacité la mise en œuvre du Plan pluriannuel d'investissement, notre feuille de route pour la prochaine décennie. Celui-ci marque un tournant majeur permettant l'achèvement des grandes opérations de modernisation des réservoirs et stations de pompage, la poursuite du renouvellement du réseau, et surtout la préparation d'un nouveau saut technologique pour les filières de traitement, pour mieux satisfaire nos habitants au-delà des normes bien sûr déjà strictement respectées.

Concernant ce projet « Vers une eau pure, sans calcaire et sans chlore », la Commission nationale du débat public (CNDP) a rendu son rapport le 20 septembre dernier. **Nous travaillons actuellement afin d'y répondre point par point.** Une présentation complète est prévue lors du Comité syndical de novembre à l'ensemble de nos élus.

Dans le même temps, nous multiplions **les événements** – dîner-débat du Centenaire, séminaire interne pour nos agents – et **les visites de terrain** pour montrer aux élus et à la presse nos actions et notre savoir-faire. La visite annuelle de rentrée organisée le 1^{er} septembre dernier à l'usine de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) a dévoilé les évolutions continues de nos usines afin de rester à la pointe en y intégrant pleinement les préoccupations environnementales (dossier central – pages 10-13).

Plus globalement, le SEDIF rénove, modernise, embellit ses sites, qui sont de mieux en mieux intégrés en veillant particulièrement à leur environnement de proximité, comme par

exemple le site de Bruyères-de-Sèvres (Hauts-de-Seine), mais aussi la station de transfert rénovée de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), dont l'inauguration est prévue le 18 octobre prochain (page 2).

Saisissons toutes les opportunités pour accélérer la mise en œuvre de ce que nous construisons ensemble depuis toujours, **pour donner à tous nos usagers un service public de l'eau à la hauteur de leurs attentes, des enjeux régionaux, et des impératifs écologiques :**

- une eau plus pure, sans calcaire et sans chlore,
- un patrimoine pérennisé et modernisé,
- un service qui concilie qualité, sécurité des approvisionnements et maîtrise des coûts.

Enfin, **suite à la décision de l'EPT Est Ensemble de transformer sa régie en distribution uniquement (sans la production)**, le SEDIF examine actuellement les conditions juridiques et financières d'un retour vers le Syndicat d'ouvrages de superstructure et de feeders (canalisations de transport).

Notre ambition vise encore et toujours **l'excellence** dans la qualité du service, à la fois en termes de qualité d'eau et de relation avec nos 4 millions d'usagers.

Fidèlement,

André

Journées du Patrimoine 2023: le public une nouvelle fois au rendez-vous!

Le samedi 16 septembre dernier, près de 200 participants ont eu l'occasion de découvrir nos usines de production d'eau potable, à Méry-sur-Oise (Val-d'Oise) et à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). Une opportunité unique d'en connaître davantage sur le processus de potabilisation de l'eau, depuis le cours d'eau jusqu'à son robinet. Les visites ont été conduites par des ingénieurs du Syndicat.

L'USINE DE CHOISY-LE-ROI

L'usine Edmond Pépin est l'une des plus grandes usines d'eau potable d'Europe. Elle produit chaque jour en moyenne 302 000 m³ d'eau à 1,6 million d'habitants du sud de la banlieue parisienne et elle peut, si nécessaire, doubler sa production pour faire face aux pointes ou secourir les autres usines (600 000 m³/jour).

L'origine de l'usine remonte à 1861, date à laquelle une première pompe à feu a été mise en activité pour aspirer l'eau de la Seine. La véritable construction de l'usine actuelle a débuté à la fin du XIX^e siècle. **Depuis, elle est en permanence restée à la pointe des technologies, grâce à de nombreuses modernisations.**

Elle est aujourd'hui équipée d'une filière particulièrement complète comprenant pré-ozonation, coagulation/floculation/décantation, filtration sur sable, suivie d'une ozonation, puis d'une filtration sur charbon actif en grains, d'un traitement aux ultraviolets et enfin d'une chloration assurant la conservation de la qualité de l'eau produite tout au long de son transport jusqu'à l'usager. La triple barrière de désinfection (ozone, UV, chlore) permet d'éliminer tout risque biologique. La qualité de l'eau produite est parfaitement conforme à toutes les normes en vigueur.

L'USINE DE MÉRY-SUR-OISE

L'usine de Méry, datant du début du XX^e siècle, entre au patrimoine du

SEDIF à la création de ce dernier il y a 100 ans, en 1923. Équipée dans les années 1960 d'une filière conventionnelle multi-barrière, elle est ensuite dotée du bassin de stockage Ségur où l'eau brute décante naturellement avant d'entrer dans l'usine.

Puis, face à la croissance démographique et à la pollution de l'Oise, le SEDIF décide d'augmenter la capacité de l'usine avec une seconde filière de traitement et un procédé novateur, **la nanofiltration**, mise en service en 1999. Cette filière membranaire permet de mieux traiter les pesticides (en particulier un herbicide, l'atrazine et ses dérivés, interdit en 2003 mais toujours présent dans la ressource) et abaisser le carbone organique total dans l'eau distribuée.

L'eau est filtrée sous pression à travers des membranes dont les pores ont un diamètre inférieur au milliardième de mètre. Ces modules de membranes, s'ils étaient dépliés, représenteraient une surface filtrante de 70 terrains de football. ●



> Visite guidée de notre usine de production d'eau potable de Méry-sur-Oise.

Le SEDIF célèbre son Centenaire avec les Acteurs du Grand Paris

De nombreuses personnalités franciliennes étaient présentes jeudi 7 septembre dernier à l'Aéro-club de France à l'occasion d'un dîner-débat pour fêter les 100 ans du SEDIF, à l'invitation du club des Acteurs du Grand Paris, premier réseau public-privé du Grand Paris.

« L'eau potable est une ressource vitale et rare dont la fourniture est une aventure chaque jour renouvelée », a souligné le président André Santini en ouverture de son discours. Devant les membres d'Acteurs du Grand Paris, il a décrit un siècle de partenariat entre 133 communes, « très diverses mais avec un esprit de mutualisation et un tarif de l'eau identique pour tous ».

« Le SEDIF n'a pas eu d'autres choix que de se montrer inventif ! », a-t-il poursuivi. Là où d'autres peuvent compter sur des nappes phréatiques plus faciles à protéger et moins exposées aux pollutions accidentelles et diffuses, nos ressources brutes, avec deux rivières – la Marne et l'Oise – et un fleuve – la Seine –, souvent de piètre qualité, nous obligent à toujours innover, tant dans le traitement que la distribution ». Puis, il a décrit comment le syndicat s'attelait à relever ses trois principaux défis, sanitaire, quantitatif et enfin environnemental.

« Innovations constantes au service des usagers de l'eau, protection de la ressource, qualité sanitaire irréprochable, solidarité intercommunale et internationale et mutualisation : depuis 100 ans le SEDIF et les élus locaux ont redonné le goût de l'eau aux Franciliens et oui, 100 ans, ça change tout ! » a-t-il conclu.

Parmi les membres du bureau du SEDIF présents, on comptait les



> L'exposition photo du Centenaire a été présentée aux invités.



> Le Président André Santini, invité d'honneur de la soirée, a rappelé l'histoire et les valeurs fondatrices du Syndicat.

maires Luc Strehaiano (Soisy-sous-Montmorency), Pierre-Edouard Éon (Méry-sur-Oise), Grégoire de Lasteyrie (Palaiseau), Tonino Panetta (Choisy-le-Roi), Gilles Poux (La Courneuve), Anne Pelletier Le Barbier (Bièvres), Zartosht Bakhtiari (Neuilly-sur-Marne), ainsi que de nombreux délégués du syndicat. ●



> Grégoire de Lasteyrie a rappelé comment le SEDIF investit massivement et depuis longtemps pour limiter au maximum les fuites sur son réseau.

INSEE-SEDIF: une étude commune pour mieux connaître nos usagers

Début 2023, le SEDIF a lancé, en coopération avec l'INSEE, une étude sur les ménages de son territoire. L'objectif de cette étude est de mieux connaître nos usagers – dont 75% vivent en habitat collectif – et leurs habitudes de consommation d'eau potable. Découvrez les principaux enseignements.

Dans le cadre de l'étude, l'INSEE a exploité des données sociales qui permettent d'établir le profil des ménages du territoire. De son côté, le SEDIF a transmis les consommations facturées aux particuliers par commune pour l'année 2019, que l'INSEE a croisé avec celles du recensement de 2019, les a analysées à l'échelle des Îlots Regroupés d'Information Statistique (IRIS), découpage infra communal pour les communes au-delà de 5000 habitants.

QUI SONT NOS USAGERS ?

- 1 635 000 ménages composés de 2,36 personnes résident sur les communes du SEDIF (2,33 en Île-de-France) ;
- 28 % des ménages ont entre 30 et 49 ans (21 % en Île-de-France) ;
- 50 % sont en couple (dont 30 % avec enfants) - 35.5 % des personnes vivant seules - 12 % des familles monoparentales ;
- 46 % sont propriétaires de leur logement et 47 % sont locataires dont 25 % en HLM ;
- 47 % sont actifs et 15 % retraités.

En résumé, une population plus jeune que la moyenne de l'Île-de-France, qui vit majoritairement en appartement, avec une densité de population élevée (5 328 habitants/km² contre 1 022 habitants/km² pour la région).

LES CONSOMMATIONS D'EAU: 1,5% DU REVENU MÉDIAN DES MÉNAGES D'ÎLE-DE-FRANCE

L'habitat et le niveau de vie sont les principaux facteurs qui font varier la consommation. Dans les quartiers où les niveaux de vie médians sont les plus élevés (de 30 224 à 59 280 euros par an), les résidents ont une consommation moyenne de 118 litres par jour contre 88 litres par jour dans les quartiers où les niveaux de vie médians sont les plus faibles (de 9 425 à 19 522 euros par an).

L'INSEE n'a pas établi de lien entre le prix du m³ et le volume consommé, bien que le prix total (eau, assainissement et taxes) varie fortement d'une commune à l'autre. L'INSEE conclut que le facteur prix n'est pas déterminant dans la variation des consommations.

ET L'EAU EN BOUTEILLE ?

Les dépenses d'achat d'eau en bouteille sur le territoire du SEDIF, ramenées à la population, s'élèvent à 74 euros par personne soit 0.2 % du budget du ménage. Là aussi le niveau de vie et la catégorie socio-professionnelle (CSP) influent fortement sur ces achats : 100 euros annuels pour un cadre et 31 euros pour un employé. À noter que 21 % des consommateurs d'eau en bouteille (toutes CSP confondues) résident sur les communes du SEDIF dépensent en moyenne 443 euros par an pour l'achat d'eau en bouteille. Ce budget annuel est bien supérieur à celui de l'eau du robinet !

La promotion de l'eau du robinet comme eau de boisson est un enjeu important, tant écologique qu'économique pour notre territoire et nos usagers. Même ceux qui en consomment le moins pourraient économiser 31 euros en moyenne par an (soit l'équivalent de plus de 6 000 litres d'eau du robinet !) en abandonnant l'eau en bouteille. Il reste à lever les freins à la consommation d'eau du robinet en rassurant sur sa qualité, en multipliant les actions de sensibilisation et en améliorant les qualités organoleptiques de l'eau. ●

100 LITRES CONSOMMÉS PAR JOUR ET PAR PERSONNE: BIEN EN-DESSOUS DES RÉFÉRENCES NATIONALES HABITUELLES

Les données nationales diffusées par le SISPEA donnent une consommation de 147 litres par jour et par personne. Le travail effectué avec l'INSEE a permis d'isoler les données propres à la consommation des particuliers et d'évaluer plus finement leur consommation réaliste, soit 100 litres par jour et par personne, ce qui représente 86 m³ par an pour un foyer moyen de notre territoire, bien en-dessous du standard national de 120 m³/an.

> L'étude intégrale sera publiée à la mi-octobre et consultable sur notre site Internet : www.sedif.com

ACTUALITÉS

Dernière chance de voir débarquer **les Petits Éco-Kawaiï** dans les cantines des écoles élémentaires

La semaine du 13 novembre 2023 aura lieu la seconde et dernière vague de l'opération de sensibilisation à la préservation de la ressource. Notre cible ? Les jeunes scolarisés en école élémentaire, « Les Petits Éco-Kawaiï » !

Comme vous avez pu le découvrir dans notre précédente édition, le Syndicat des Eaux d'Île-de-France et son délégataire Veolia Eau d'Île-de-France ont renouvelé au printemps dernier leur **opération de sensibilisation aux éco-gestes dans les cantines scolaires des écoles élémentaires**.

L'opération consiste à distribuer des sets de table pédagogiques, des jeux des 7 familles, des posters présentant 10 éco-gestes lors de la pause méridienne. Ce sont des petits personnages très mignons « les Petits Éco-Kawaiï » qui ont été choisis cette année pour présenter les éco-gestes. Un univers bien connu et familier de ce jeune public !

Avec des énigmes, des charades, des messages codés... **les enfants découvrent en s'amusant les gestes à adopter pour maîtriser leur consommation d'eau**. La première phase de l'opération a eu lieu la semaine du 29 mai 2023 et a reçu des retours très positifs aussi bien du côté des organisateurs que des élèves.

« Un grand merci pour cette initiative qui a beaucoup plu aux enfants qui se sont questionnés sur le gaspillage de l'eau »

Vanessa Lossignol,
coordinatrice à
Neuilly-sur-Marne.

« Le jeu me plaît beaucoup, je vais en faire une partie maintenant et une partie à la maison »,
un élève de CM1.

VOUS N'AVEZ PAS ENCORE PARTICIPÉ À L'OPÉRATION ?

> N'hésitez pas à vous inscrire dès à présent à la nouvelle session qui aura lieu la semaine du 13 novembre :
contact@lespetitseco-kawai.fr

> Parents, mairies, animateurs, vous pouvez télécharger les supports (jeu des 7 familles, set de table, poster, guide) sur le site Internet dédié :
lespetitseco-kawai.fr

FÉLICITATIONS À...

- **Mme Sarah EL HAIRY**, nommée secrétaire d'État auprès du Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargée de la biodiversité
- **Mme Marine BRAUD**, nommée Directrice de cabinet auprès de la secrétaire d'État chargée de la biodiversité
- **M. Arnaud BAZIRE**, nommé président de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E)
- **M. Sylvain WASERMAN**, nommé Président-directeur général de l'Agence de la transition écologique (ADEME)



Un beau succès pour le stand Mon eau & Moi cet été au Garden Parvis

Cet été, le Garden Parvis s'est tenu pour la quatrième fois sur le Parvis de La Défense. Pendant quatre semaines, l'événement, qui avait pris pour l'occasion des allures de festival, a accueilli 200 000 visiteurs. Un véritable succès, malgré des conditions météorologiques peu clémentes. Et nous y étions !

Du 29 juin au 29 juillet, période un peu plus courte que pour les éditions précédentes, le Garden Parvis a en effet attiré de très nombreux visiteurs. Ils ont pu profiter des nouveautés proposées, des animations, des divers foodtrucks et des soirées spéciales, organisées pour l'occasion par Paris La Défense. Pour cette belle édition, le Syndicat des Eaux d'Île-de-France et son délégué, Veolia Eau d'Île-de-France, étaient à nouveau présents, avec un stand aux couleurs de Mon eau & Moi, la marque relationnelle du Service de l'eau. **Le stand avait été entièrement repensé pour l'occasion.**

On peut dire que cela a été une réussite ! **Environ 45 000 personnes sont venues sur le stand.** Elles ont pu s'informer sur l'eau du robinet, se rafraîchir au bar à eau ou au mini bar, grande nouveauté de cette année, participer à des ateliers ludiques et pédagogiques, jouer au jeu Mon eau & Moi, tester leurs connaissances aux bornes pédagogiques autour des éco-gestes, se questionner sur l'origine de leur eau, participer au quiz quotidien, se détendre, s'amuser... Et plus de 29 000 verres d'eau fraîche du robinet ont été distribués aux visiteurs. Une belle réussite ! ●

Retrouvez le stand en vidéo sur la chaîne YouTube du SEDIF en flashant le code QR



> Les nombreux visiteurs ont profité d'une pause rafraîchissante sur notre stand Mon eau & Moi.

LE JOURNAL MON EAU & MOI: DEMANDEZ-LE!

Cette année, le journal *Mon eau & Moi*, distribué fin juin 2023 en supplément du quotidien *Le Parisien*, s'est appuyé sur un partenariat avec Cyrus North, Youtubeur connu pour ses vidéos consacrées à la philosophie, à la sociologie et à divers sujets qu'il traite avec curiosité et sérieux. Une série de quatre podcasts en a été tirée, auxquels a également participé la journaliste Noëlle Bréham.

N'hésitez pas à nous demander des exemplaires pour vos présents et le distribuer largement à vos administrés. Ils pourront le lire, accéder aux podcasts et participer à un jeu-concours avec un week-end à Center Parcs à gagner!



> Informations sur :
<https://journal.mon-eau-et-moi.fr/>

> Demande sur :
communication@sedif.com

Commande publique : le SEDIF se dote d'un SPASER

Depuis le 1^{er} janvier 2023, les collectivités territoriales dont les dépenses Achats annuelles sont supérieures à 50 millions d'€ HT doivent se doter d'un schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER). Le SEDIF a décidé de s'inscrire dans cette démarche.

La loi n°2014-856 pour une économie sociale et solidaire du 31 juillet 2014 a instauré pour la première fois un **schéma des achats socialement responsables** qui a ensuite été étendu, par la loi n°2015-992 relative à une transition écologique pour une croissance verte du 17 août 2015, aux achats écologiquement responsables.

Les SPASER visent à définir, pour les acheteurs publics, des « *objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire* » (article L2111-3 du code de la commande publique). D'une façon générale, divers textes législatifs tendent au verdissement de la commande publique ces dernières années.

LES ENJEUX ET OBLIGATIONS DU SPASER

Les enjeux du SPASER répondent aux besoins de réduire la consommation d'énergie, de favoriser la transition écologique et l'insertion par l'activité économique et à développer l'économie sur son territoire à travers la commande publique. Le SPASER est un document à portée politique adopté par l'assemblée délibérante. **C'est un outil structurant de mise en œuvre d'une politique d'achats responsables.**

Il doit fixer, au minimum, trois axes stratégiques :

- Environnement,
- Social,
- Économique.

Chacun de ces axes doit définir des objectifs eux-mêmes déclinés en actions concrètes et en indicateurs mesurables et évalués tous les deux ans.

L'ADOPTION D'UN SPASER PAR LE SEDIF

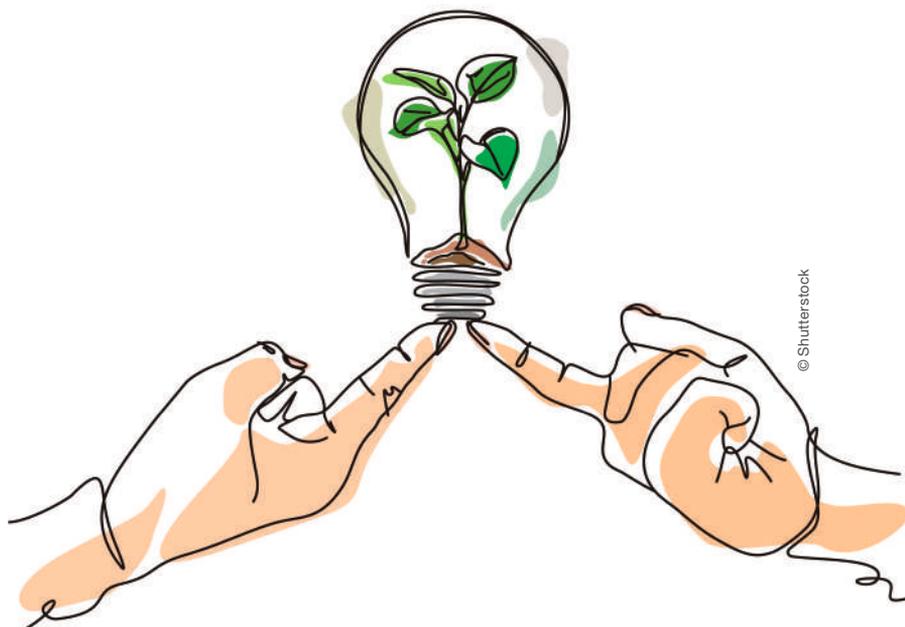
Le SEDIF dispose déjà d'une **politique environnementale**, à travers notamment la certification environnementale ISO 14001, la Charte de développement durable, le Plan Climat Eau Énergie ou encore la

Commission des actions écologiques et énergétiques. Elle sera transposée dans son SPASER et traduite en actions concrètes en lien avec l'achat responsable. Par ailleurs, la majorité des marchés publics conclus par le SEDIF comprend déjà des clauses ou des critères environnementaux.

L'élaboration du SPASER sera ainsi l'occasion de faire évoluer les pratiques achats du SEDIF, d'en systématiser certaines ou encore de mettre en place de nouveaux dispositifs environnementaux innovants.

Le SPASER est en cours d'élaboration et de façon transversale au sein de la structure, afin d'associer et de faire adhérer tous les acteurs du SEDIF. ●

- > Tous les deux ans, le bilan des indicateurs sera présenté aux élus et publié sur le site Internet : www.sedif.com



DOSSIER



Le vendredi 1^{er} septembre, accueilli sur site par Tonino Panetta, vice-président du SEDIF et maire de Choisy-le-Roi, André Santini, président du SEDIF, accompagné de Luc Strehaiano, Premier vice-président et Hervé Marseille, sénateur, a conduit la traditionnelle visite de chantier annuelle de rentrée du Service public de l'eau.

Organisée à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), sur l'une des trois principales usines de production du SEDIF, cette dernière a permis de faire le point sur les importantes évolutions de ce site qui alimente en eau potable 1,6 million d'habitants du territoire.

VISITE DE RENTRÉE DU SEDIF: L'USINE DE CHOISY EN PERPÉTUELLE ÉVOLUTION



> Plus de 70 participants ont participé à la visite le 1^{er} septembre 2023.



DOSSIER

En service depuis 1861, l'usine Edmond Pépin est restée en perpétuelle évolution, au fil des innovations, afin de répondre au mieux aux enjeux du SEDIF: sécurisation et amélioration de la qualité de l'eau produite, quantité et rendement du réseau, et défi environnemental. Elle a aujourd'hui une capacité maximale de 600 000 m³/jour et une production moyenne de 302 000 m³/jour.

TROIS CHANTIERS DE GRANDE ENVERGURE ONT ÉTÉ LANCÉS POUR UN INVESTISSEMENT DE PLUS DE 60 M€

- La rénovation de **l'unité élévatoire (33,6 millions d'euros – 2021 à 2026)**: unité cruciale, située à la fin de la filière de production d'eau, ses pompes alimentent en eau potable le réseau de première élévation de la banlieue sud de Paris. L'unité élévatoire de l'usine de Choisy-le-Roi était devenue vétuste et présentait un faible rendement.

- La refonte de **l'unité d'ozonation (22,15 millions d'euros – 2022 à 2026)**: l'ensemble des équipements de l'unité fonctionnelle d'ozonation de l'usine, l'une des étapes de la filière de désinfection de l'eau, vont être renouvelés.

Pour éliminer les agents pathogènes, la filière de production de l'usine de Choisy-le-Roi repose sur le principe de désinfection dit « multi-barrière ».



> Les explications de Pierre Clervil, ingénieur au SEDIF, au cœur du bâtiment ozonation.

La filière est ainsi conçue en une succession d'étapes, qui se complètent et assurent un traitement efficace contre les différents types de micro-organismes.

La filtration sur sable, l'ozonation, l'irradiation aux ultra-violets et la chloration participent à la désinfection. L'ozonation demeure le traitement le plus efficace pour l'élimination des virus et joue un rôle complémentaire à celui des ultra-violets et de la chloration pour le traitement bactérien.

- Le renouvellement de **vannes hydrauliques (6,6 millions d'euros – 2023 à 2024)**: face à la vétusté de plusieurs vannes de l'usine, datant pour certaines des années 1960, le SEDIF a mis en œuvre un programme de renouvellement de 18 d'entre elles, et de retrait de 8 autres.

Lors de la visite, une vanne impressionnante de 2,5 mètres de diamètre - la plus grande du patrimoine du SEDIF - a été présentée aux visiteurs.



> Présentation avant installation de la vanne DN2500 par Mathieu Gaume, ingénieur au SEDIF.

VISITE DE RENTRÉE DU SEDIF : L'USINE DE CHOISY EN PERPÉTUELLE ÉVOLUTION

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET BIODIVERSITÉ : LE SEDIF S'ENGAGE

Cette visite de l'usine de Choisy-le-Roi a été l'occasion de rappeler l'engagement du SEDIF en faveur de la réduction de sa consommation énergétique, de l'utilisation d'énergies renouvelables, et les actions ambitieuses mises en œuvre pour la protection de la biodiversité et la lutte contre les îlots de chaleur urbains.

À l'occasion de la rénovation d'un décanteur de l'usine, **un projet d'installation d'un pilote de panneaux photovoltaïques à usage d'autoconsommation** a été intégré sur la toiture-terrasse fin 2020. Dans le cadre de ses objectifs environnementaux, le SEDIF vise à réduire ses consommations énergétiques et à utiliser des énergies renouvelables. Ainsi, le SEDIF s'engage à rendre systématique dans les nouveaux projets, l'intégration de la recherche du recours à une part de production d'énergie électrique in situ à partir d'énergies renouvelables, pour une autoconsommation par ses ouvrages, et en y intégrant les autres préoccupations environnementales : favoriser la biodiversité, la renaturation des sites, la réduction de l'imperméabilisation, la gestion des eaux pluviales à la parcelle...

En parallèle, de nombreuses actions et installations en faveur de la biodiversité sont mises en œuvre sur le

“ Conformément à nos exigences pour l'ensemble de notre patrimoine, l'usine de Choisy-le-Roi est en perpétuelle évolution. Grâce à ces travaux de modernisation d'envergure et à son plan pluriannuel d'investissement inédit de 2,5 milliards d'euros sur 10 ans, le SEDIF se donne les moyens de répondre à l'ensemble des défis qui s'imposent à lui, et de garantir en tout temps une eau potable d'excellence pour ses 4 millions d'usagers ”

André Santini,
président du SEDIF.

territoire du SEDIF, notamment sur l'usine de Choisy-le-Roi, avec par exemple la signature cette année de la charte « Métropole Nature », une labellisation « Eco Jardin », l'installation de nichoirs à oiseaux et chauves-souris, et une gestion différenciée des espaces verts, avec une prairie fleurie permettant d'attirer et nourrir les pollinisateurs. Le Président André Santini a par ailleurs annoncé la plantation à venir de 1300 arbres sur l'ensemble des sites du Service public de l'eau.

QUALITÉ DE L'EAU : PRÉSENTATION DE LA SONDE FLUCOPÉE®

Partageant les mêmes enjeux du grand cycle de l'eau, notamment

celui de la qualité des milieux, le SEDIF et le SIAAP (Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne) ont signé en juin 2023, lors du salon de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF), une convention de partenariat de recherche pour une durée de cinq ans (2023-2027).

Dans ce cadre, le SIAAP a développé, en collaboration avec le Laboratoire Eau Environnement et Systèmes Urbains (École des Ponts ParisTech et Université Paris-Est Créteil) un capteur capable d'analyser en temps réel et à haute fréquence différentes composantes des matières organiques : la sonde Flucopée®. ●



> Au total, 432 modules photovoltaïques ont été installés fin 2020. Explications avec Emmanuelle Rodelet, ingénieure et Isabelle Radlak, responsable du service Ouvrages au SEDIF.

Retrouvez les temps forts de la visite de rentrée en vidéo sur la chaîne YouTube du SEDIF en flashant le code QR



Prospective sur la ressource en eau : le SEDIF engage un partenariat avec le BRGM

L'actualité récente nous rappelle avec force les conséquences des changements climatiques sur la ressource en eau. Les événements rencontrés en Île-de-France tels les épisodes de sécheresse en 2022 et 2023 ainsi que les événements à venir ont et auront une incidence certaine sur le cycle de l'eau.

Le projet Explore 2070, porté par la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère en charge de l'écologie entre juin 2010 et octobre 2012, avec pour objectifs l'évaluation à l'échelle nationale des impacts du changement climatique sur les milieux aquatiques et la ressource en eau à l'échéance 2070 ainsi que l'élaboration et l'évaluation des stratégies d'adaptation, confirme la situation.

Les résultats obtenus indiquent, à cet horizon, **une baisse générale de la recharge en eau comprise entre 10 et 25 %**. Les ressources en eau devraient donc diminuer sensiblement de manière générale de 10 à 30 % selon les différents scénarios.

Cette diminution entraînerait une baisse des débits d'étiage des cours d'eau. Un rapport récent de la cour des comptes fait l'état des lieux de

la situation en France en matière de gestion dans ce contexte.

La question de la suffisance de la ressource d'un point de vue quantitatif mais aussi qualitatif sur des horizons de long termes (2050 et 2100) se pose dès à présent. En qualité de service public, il y a lieu de s'interroger sur les impacts de ces changements sur les ressources en eau principales du syndicat : La Seine, la Marne et l'Oise.

En ce sens le SEDIF s'est engagé dans un **partenariat avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)** qui a notamment été associé à l'étude Explore 2070.

Un premier programme scientifique débutera en octobre 2023 pour une durée de 2 ans. Il débutera par un travail d'état des lieux consistant en la

collecte et le traitement des données puis un travail de modélisation des deux bassins versants de la Marne et de l'Oise. Pour le Bassin versant de la Seine, le travail se révèle plus complexe du fait du grand nombre d'acteurs et d'activités associées. Le travail consistera en un état des lieux (acteurs présents, études engagées...) en vue d'une étude multi-partenaire. ●



> La prise d'eau de l'usine de Méry-sur-Oise.

POUR EN SAVOIR PLUS

Sur le projet Explore 2070



Sur le rapport de la Cour des comptes : « La gestion quantitative de l'eau en période de changement climatique »



Projet « Vers une eau pure » : l'Inserm conforte l'objectif sanitaire du SEDIF

Dans le cadre du débat public sur l'eau potable en Île-de-France, organisé par la Commission nationale du débat public (CNDP) autour du projet « Vers une eau pure » du Syndicat des Eaux d'Île-de-France entre avril et juillet 2023, le point de vue de l'Université Paris Cité & de l'Inserm a été rendu public, avec le concours du professeur Xavier Coumoul. Le constat établi est sans appel : « les contaminations de notre environnement par les pesticides et leurs métabolites sont généralisées ».

L'une des priorités du SEDIF, depuis sa création en 1923, est d'améliorer la sécurité et la qualité de l'eau potable distribuée en Île-de-France, en luttant entre autres contre les pesticides présents dans les eaux de surface (eaux des rivières et des fleuves). « *Les pesticides suscitent en effet des inquiétudes bien qu'à ce stade, nous ne disposons pas d'études concernant la consommation de l'eau du robinet et ses effets possibles sur la santé humaine* » indique le professeur Coumoul.

Dans son document rendu public sur le site Internet dédié au débat, l'Inserm a tenu à présenter les analyses épidémiologiques et toxicologiques portant sur le lien entre pesticides et l'exposition des personnes qui manipulent ou sont en contact avec ceux-ci régulièrement (de surcroît les plus exposées). **Les contaminations de notre environnement par les pesticides et leurs métabolites sont généralisées.**

La qualité des eaux est strictement contrôlée avec des limites de quantification (ou analytiques) définissant cette qualité, qui ne correspondent pas à des limites toxicologiques (basées sur des extrapolations et des tests toxicologiques réglementaires). Néanmoins, les débats sur la présence des pesticides dans notre environnement et notamment dans l'eau du robinet sont légitimes. Les expertises Inserm 2013 et 2021 ont ainsi identifié plusieurs présomptions de liens entre des événements de santé (cancers, pathologies du système nerveux, syndromes respiratoires) et expositions de populations qui manipulent ou sont en contact avec des pesticides régulièrement, notamment les agriculteurs, exposés principalement par voies dermique et respiratoire. Ces voies d'exposition sont très différentes de la voie alimentaire qui concerne l'eau potable. Il est donc important de rappeler qu'aucune étude ne fait le lien entre consom-

mation d'une eau contaminée et un événement de santé. « *Cela ne signifie pas qu'un tel lien n'existerait pas mais compte tenu des difficultés méthodologiques inhérentes à ce type d'étude (entre aliments contaminés et santé), il est aussi important de travailler à une amélioration de la qualité de l'eau* » précise le cahier d'acteur.

Le SEDIF travaille en ce sens et des expérimentations sont en cours avec de nouveaux types de filtration qui visent à limiter les concentrations en micropolluants présents dans l'eau du robinet. Ces expérimentations permettraient de limiter à la fois les niveaux de pesticides, de métabolites de pesticides et d'autres polluants contribuant à diminuer l'exposition à des molécules pour lesquelles le danger et donc le risque peuvent être mal caractérisés (notamment les métabolites de pesticides).

Le rapport final a été présenté le 26 septembre dernier par la Commission particulière en charge de l'organisation du débat. Le SEDIF précisera ses conclusions dans un document présenté lors du Comité syndical du 16 novembre prochain. ●

Consultez le cahier d'acteur en flashant le code QR



LE SIAAP SOUTIENT AUSSI LE PROJET

« *La thématique du micropolluant est au cœur de nos réflexions et de nos travaux communs [...] L'ambition de notre partenariat est d'appréhender leur transfert à l'échelle du cycle de l'eau, de promouvoir de nouvelles méthodes pour les suivre le long de nos filières et bien sûr d'évaluer l'efficacité des filières actuelles et à venir. Car, si nous sommes convaincus de la nécessité d'agir à l'amont pour éviter leur introduction dans le cycle, il n'en demeure pas moins que les usines constituent des remparts essentiels pour protéger la rivière, s'agissant des usines d'épuration et pour protéger le consommateur, s'agissant des usines de potabilisation* » a rappelé le SIAAP dans son cahier d'acteur. « *Ainsi, le SIAAP soutient et accompagne naturellement le SEDIF dans son projet d'évolution de ses filières membranaires de potabilisation* » conclut le Service public de l'assainissement francilien.

Métabolites de pesticides et santé humaine : « Le principe de précaution s'applique »

4 questions à Hélène Blanchoud, biogéochimiste spécialisée dans la dynamique des micropolluants dans les bassins versants. Ses recherches se sont orientées principalement vers la compréhension du transfert des pesticides dans le système sol - (nappe) - rivière en privilégiant les relations usage - impact. Elle est également chercheuse au sein du PIREN-Seine, programme de recherche dont le SEDIF est partenaire en tant que producteur et distributeur d'eau.



© DR

> "La majorité des substances migre lentement vers les eaux souterraines et contamine durablement les nappes" confirme Hélène Blanchoud.

Inf'Eau

Pouvez-vous nous présenter le PIREN-Seine en quelques mots ?

Hélène BLANCHOU

Le PIREN-Seine est un programme de recherche créé en 1989 visant à comprendre et modéliser le fonctionnement du bassin de la Seine en tenant compte des aspects hydrologiques, biogéochimiques, écologiques mais aussi en intégrant la société et le rôle qu'elle joue dans ses modifications et ses besoins. Les scientifiques cherchent avant tout à développer une vision d'ensemble et interdisciplinaire depuis l'étude des processus jusqu'à la modélisation des flux exportés.

Inf'Eau

Votre domaine de recherche concerne les pesticides, pouvez-vous nous expliquer en quoi consistent vos travaux ?

H.B.

Mes travaux consistent à comprendre les processus de transfert et de transformation des pesticides depuis leur application jusqu'à leur détection en rivière. Des pics de contamination peuvent se produire très rapidement après les traitements phytosanitaires lors d'une forte pluie, mais la majorité des substances migre lentement vers les eaux souterraines et contamine durablement les nappes.

L'étude des petits bassins versants amont me permet d'analyser ce temps de transfert et le stockage dans les sols. Ces expériences sont ensuite formalisées pour modéliser le transfert des pesticides. La difficulté quand on travaille sur le bassin de la Seine, c'est qu'il faut intégrer une grande variété de cultures et

ENVIRONNEMENT

donc de pratiques phytosanitaires. Aujourd'hui, plus de 400 pesticides sont homologués en France.

De plus, la migration vers les eaux souterraines est si longue qu'il faut tenir compte des usages sur plusieurs dizaines d'années pour comprendre la contamination actuelle.

Inf'Eau

Quelles sont à votre avis les évolutions marquantes dans l'étude des pesticides ces 20 dernières années ?

H.B.

Au cours des 20 dernières années, les techniques d'analyse sont devenues très performantes.

Dans les années 2000, on recherchait quelques familles chimiques connues pour leur persistance comme les organochlorés, les triazines ou les phénylurées. Aujourd'hui, on est capable de détecter quelques centaines de matières actives et leurs métabolites (produits de dégradation considérés dans la réglementation comme des pesticides).

Avec l'augmentation des substances recherchées, le dépassement des normes est plus fréquent et remet en question l'utilisation de l'eau pour la potabilisation. On ne connaît pas encore grand-chose des métabolites et leur dangerosité pour la santé humaine et des écosystèmes. Le principe de précaution s'applique en attendant les études complémentaires.



Avec l'augmentation des substances recherchées, le dépassement des normes est plus fréquent.

Hélène Blanchoud, biogéochimiste spécialisée dans la dynamique des micropolluants dans les bassins versants.



Nous avons vu récemment la polémique autour de certains métabolites comme le métochlor ESA ou le R471811 (un métabolite du chlorothalonil interdit en 2019). Le manque d'études à propos des métabolites rend le dialogue avec les populations très complexe.

Inf'Eau

Quelles seraient les mesures à prendre pour limiter la contamination des ressources en eau ?

H.B.

C'est difficile de répondre à cette question. Les agriculteurs essayent autant que possible de limiter les usages de pesticides parce que ça leur coûte cher et ils souhaitent préserver leur santé. En même temps, ils veulent rentabiliser leur exploitation. D'un autre côté, le bio reste marginal sur le bassin de la Seine. C'est un changement radical des pratiques culturelles difficile à mettre en place et qui nécessite des investissements pour les agriculteurs. Pour des zones géographiques restreintes, il est possible de mener des actions de prévention auprès des agriculteurs pré-

sents dans les aires d'alimentation de captage. C'est bien plus délicat de le faire sur tout le bassin de la Seine. Une étude rétrospective de la contamination par la déséthylatrazine (DEA) avait mis en évidence la lente diffusion de ce métabolite de l'atrazine depuis les aquifères pouvant expliquer des détections en Seine jusqu'en 2030.

Les équipes du PIREN-Seine travaillent actuellement sur la modélisation du transfert des pesticides vers les eaux de surface et souterraines. Grâce au travail de recensement des pratiques anciennes et à la base nationale des achats de pesticides par les agriculteurs à l'échelle communale (BNV D-achat), il est prévu de réaliser un atlas cartographique des pressions « pesticides » diffuses et ponctuelles à l'échelle du bassin de la Seine. De plus, un suivi temporel et spatial de molécules d'intérêt dans le réseau hydrographique sera possible et permettra de mieux localiser les actions prioritaires à mener pour la préservation de la ressource en eau. ●

LE SEDIF, PARTENAIRE HISTORIQUE DU PIREN-SEINE

Les relations entre le SEDIF et le PIREN-Seine sont étroites car, non seulement André Santini, actuel Président du SEDIF, en a été le premier Président, mais également parce que le SEDIF a toujours été un soutien du Programme en participant activement à certaines études qui intéressent la production d'eau potable (contamination bactériologique, développement algal, prévention des pesticides, évaluation des pressions agricoles en nitrates, etc.), et en fournissant régulièrement les données du suivi des ressources qu'il collecte à ses prises d'eau. « Être partenaire du PIREN-Seine, c'est être un acteur du bassin versant, et vouloir comprendre son fonctionnement pour y intégrer son activité dans le respect des milieux et de l'ensemble des usagers » rappelle André Santini.

Terre & Eau 2025 : bilan à mi-parcours et perspectives

Ce plan d'action associe les 3 maîtres d'ouvrage de forages classés Grenelle que sont le SEDIF, Eau du Sud Parisien et Veolia Eau dans une action partenariale portant sur la préservation de la nappe des calcaires de Champigny, plus particulièrement sur les 31 000 hectares de surface agricole utile de la zone d'actions prioritaires de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres.



> Cultivons et protégeons nos ressources : retrouvez les informations sur <https://terreeteau2025.fr/>.

Le bilan à mi-programme sur le volet agricole a mis en évidence les **acquis du programme** : la généralisation et le développement des filières à bas niveau d'intrants, le succès des animations collectives, la maîtrise et la mise en œuvre des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques. Toutefois, le frein lié aux moyens humains des chambres d'agriculture et au contexte économique défavorable pour les agriculteurs a conduit à un pourcentage de réalisation du volet agricole évalué entre 40 et 60 % des objectifs fixés.

DEUX NOUVEAUX ACTEURS POUR DYNAMISER LE VOLET AGRICOLE

Pour multiplier les initiatives et actions afin de reconquérir la qualité de l'eau, deux nouveaux acteurs de terrain ont rejoint pour 2023 les animations du volet agricole :

- **Le GAB (Groupement des Agriculteurs biologiques) d'Île-de-France** qui développe l'Agriculture Biologique auprès des collectivités au titre de la loi EGalim. Des tours de plaine et des animations forment les agriculteurs à la conversion vers l'agriculture biologique et aux nouveaux circuits des chaînes alimentaires pour les collectivités.
- **Agrofile** qui favorise l'agroforesterie dans l'aménagement de zones d'actions prioritaires.

Bien accueillis par les acteurs du territoire lors du comité de suivi de juin, leur intervention suscite de l'intérêt.

UNE INITIATIVE ATTENDUE : LE PAIEMENT POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

La commission Actions écologiques du 14 juin 2023 a validé le principe du lancement d'une étude de préfi-

guration de « paiement pour services environnementaux » (PSE) pour compléter les actions d'animation du plan d'action.

Ces aides seront complémentaires à celles versées par l'Etat au titre des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques. **Le principe est de rémunérer les agriculteurs ou opérateurs économiques pour des prestations qui contribuent à améliorer l'environnement, la qualité des nappes et la biodiversité.** S'articulant sur le même principe de gouvernance partenariale partagée entre les 3 maîtres d'ouvrage, le choix d'un territoire représentant entre 7 000 et 10 000 ha de surface agricole utile et entre 50 à 100 agriculteurs est en cours de finalisation.

Les communes concernées sont celles des périmètres de protection rapprochée des forages des 3 maîtres d'ouvrage ainsi que les communautés de communes investies sur les enjeux majeurs de réduction des pollutions (nitrates, pesticides et métabolites de pesticides...) et d'amélioration de la biodiversité de ce vaste plan d'action. L'ambition du SEDIF est de lancer cette étude fin 2023, pour définir en co-construction avec les acteurs de terrain via des ateliers de terrain participatifs, les changements de pratiques au premier semestre 2024.

Le dispositif pourrait être opérationnel dès l'année 2025. Ces changements de pratiques contribueront sur le temps long à inverser les tendances de dégradation de notre précieuse ressource en eau. ●

Solidarité Eau : l'action du SEDIF à Madagascar

Depuis 1993, le Syndicat des Eaux d'Île-de-France a attribué 7 millions d'euros à des projets ayant bénéficié à 480 000 usagers.

Début octobre, le Vice-président Richard Dell'Agnola a conduit une délégation du SEDIF à Madagascar pour rencontrer les autorités malgaches menant des projets d'eau potable avec l'aide du SEDIF. Situées sur le plateau central du pays, les communes de Bongatsara et de Faratsiho œuvrent à l'amélioration de leurs services d'eau potable respectifs.

- **La commune de Bongatsara** a construit une nouvelle station de pompage sur puits qui vient suppléer les sources captées sur les hauteurs. Pour tenir compte du surcoût lié au pompage, le prix de l'eau a été revu à la hausse. La commune a confié à une équipe de professionnels la gestion du service desservant 500 ménages. Désormais terminé, le projet a coûté 310 000 €. Le SEDIF a contribué à son financement pour 280 000 €.

- **La commune de Faratsiho** envisage l'extension du service d'eau de son chef-lieu à un village distant de 3 km. Lors de la mission, la délégation du SEDIF a participé à la réunion

de lancement du projet organisée par les autorités locales. Ils ont pu constater que les conditions de viabilité du service sont effectivement réunies. D'une durée de 2 ans, le projet bénéficiera à environ 300 ménages.

Sur **l'île Sainte-Marie**, le SEDIF cofinance pour 285 000 € la création de deux adductions d'eau gravitaires. Celles-ci s'ajoutent à deux autres ouvrages comparables inaugurés en 2022. La délégation a pu constater leur bon fonctionnement. Au total, 500 ménages bénéficieront d'une eau livrée au robinet à domicile, moyennant en moyenne 1 € par mois.

Dans les 3 cas, la pérennité des sources est une préoccupation. L'érosion des sols et les fortes pluies ne favorisent pas la recharge de la nappe phréatique qui alimente les sources résurgentes. Pour éviter à moyen terme le recours au pompage, il convient de protéger les aires d'alimentation de captage par le maintien du couvert végétal. ●



DR ©

> En 2023, Madagascar est le pays qui bénéficie le plus de l'aide du SEDIF : 725 000 € ont été attribués à 6 opérations menées par des associations : le Gret, Experts-Solidaires, Inter Aide, HAMAP et L'APPEL.

SÉISME AU MAROC : LE COMMUNIQUÉ DES PRÉSIDENTS DES GRANDS SYNDICATS

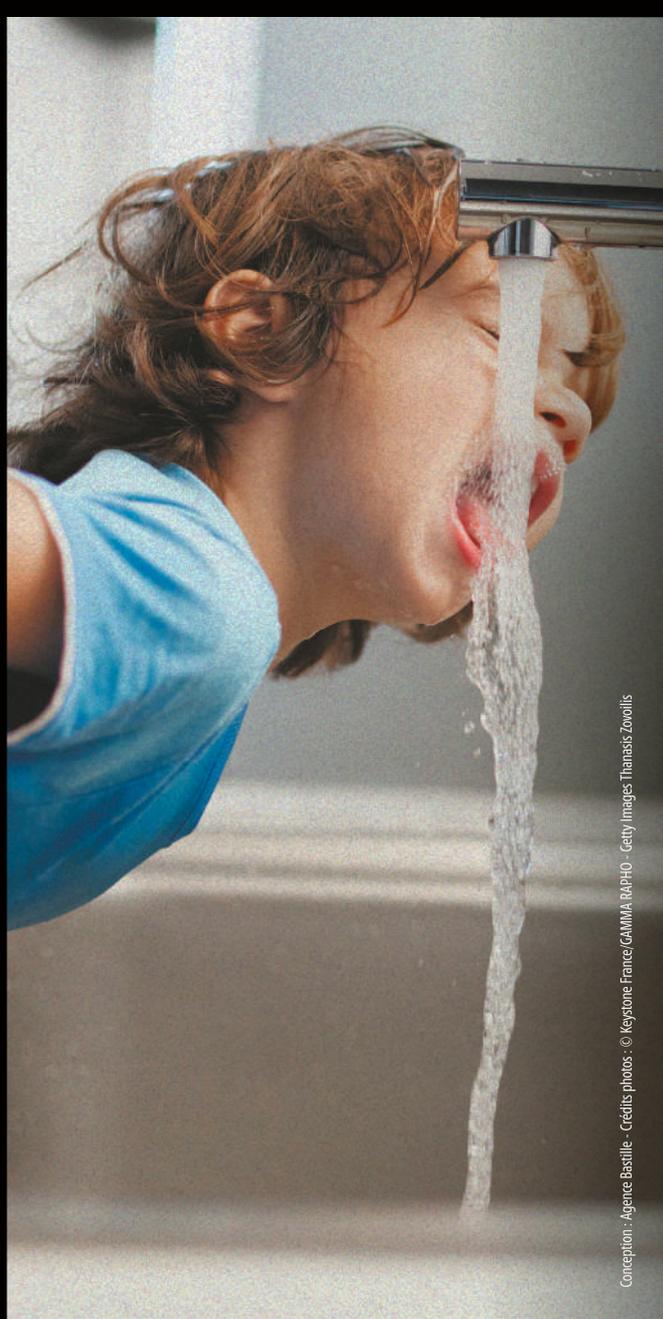
Touchées par un séisme d'une ampleur exceptionnelle, plusieurs régions du Maroc font face à de très grands défis humanitaires et sanitaires. Dans le cadre des relations d'amitié franco-marocaines, les sept Services publics urbains du Grand Paris (SEDIF, SIAAP, Sigeif, Syctom, SIPPEREC, Seine Grands Lacs et Sénéo) se tiennent à la disposition des autorités marocaines et de leurs partenaires qui auront la responsabilité importante de reconstruire les régions sinistrées.

Dans les missions d'assistance aux populations, ils pourront notamment apporter le soutien de leur savoir-faire, selon l'évaluation des besoins qui est en cours et dans le cadre de la coordination des secours organisée par les autorités marocaines, quand elles le souhaiteront.

> Actualité à retrouver sur : www.sedif.com

EN CHIFFRES

Conformément à une délibération des élus du Comité, le SEDIF affecte à la solidarité internationale 1,15 centime d'euros par mètre cube d'eau vendue, soit 2,4 millions d'euros par an.



Conception : Agence Bastille - Crédits photos : © Keystone France/GAMMA RAPHO - Getty Images/Thabis Zovolis

100 ans de SEDIF, ÇA CHANGE TOUT.

Il y a des changements si évidents qu'on en oublierait presque qu'ils sont... Une révolution !

L'eau est une ressource vitale et rare dont la distribution est une aventure chaque jour renouvelée. En 100 ans, nous avons rassemblé les moyens de 133 communes d'Île-de-France pour offrir à nos usagers une eau du robinet toujours plus sûre et accessible.

En tant que service public, notre responsabilité nous engage. Aujourd'hui et pour les générations à venir pour relever, ensemble, les défis sanitaires, climatiques et environnementaux de demain.

100ans.sedif.com



100 ANS
D'INNOVATIONS
POUR L'EAU DU ROBINET



SEDIF
SERVICE PUBLIC DE L'EAU